

# **Compte rendu de la réunion publique de Saint Marcellin**

## **du 18 janvier 2018**

### **Présents en tribune :**

**Pour la Chambre d'Agriculture de l'Isère :** Nathalie Jury, chargée de mission gestion quantitative et OUGC. Le président de la Chambre d'Agriculture, m. Darlet était présent dans la salle.

**Pour la DDT de l'Isère :** Mme Bligny, chef du service environnement.

**La Commission d'enquête** Isabelle Barthe, François Jammes, Denis Crabières.

La réunion débute à 18h30 par un mot d'accueil du responsable urbanisme de la commune, puis Mme Barthe, présidente de la Commission d'Enquête présente le déroulement de la réunion et le cadre de l'enquête publique

Mme Jury présente le projet soumis à l'enquête : Cette présentation est jointe en annexe.

Compte tenu de la technicité du sujet, Mme Barthe propose au public d'intervenir s'il y a des questions de compréhension. De ce fait, la présentation du cadre juridique par Mme Bligny s'effectuera au cours de la réunion.

### **Interventions du public et réponses du maître d'ouvrage et/ou de l'administration :**

- Question anonyme : comment connaître la fraction de renouvellement d'une nappe ?
- Réponse de Mme Jury : un modèle mathématique permet au Bureau d'études en hydrogéologie d'évaluer ce renouvellement en modélisant les entrées et les sorties de la nappe permettant d'identifier la fraction de renouvellement.
- M. Fiet : certaines nappes mettent plusieurs milliers d'années à se recharger. Comment pouvons-nous calculer la recharge en tenant compte des forages existants ?
- Réponse de Mme Jury : ces modélisations mathématiques intègrent tous les paramètres d'entrées et sorties qui permettent le renouvellement selon qu'il s'agit de nappe perchée ou profonde. Elles tiennent compte de l'interrelation entre les deux nappes ou même parfois des cours d'eau qui peuvent s'infiltrer ou inversement des résurgences qui peuvent réalimenter les cours d'eau. Cette modélisation a été effectuée par le bureau d'études SEPIA de Paris.
- Mme Revol : pourquoi la Joyeuse et la Galaure sont-elles exclues du périmètre de l'OUGC alors que la source est en Isère ?
- Réponse de Mme Jury : cette zone est intégrée au périmètre de la Drôme en raison de la logique de bassin versant. Après concertation avec les départements limitrophes, il a été décidé que le département dont le périmètre géographique était le plus important sur le bassin versant prenait la compétence sur ce bassin versant. En Isère, nous avons l'extrême amont de la Joyeuse, de l'Herbasse et de la Galaure alors que la plus grosse partie du bassin versant se trouve à l'aval. C'est la raison pour laquelle la Drôme a pris la compétence. L'étude d'impact sera faite de la même façon et la gestion également. L'objectif était de ne pas couper en deux la Joyeuse et la Galaure et de gérer un bassin versant.
- Intervention de Mme Bligny : ce choix est imposé par le Code de l'environnement. Dans le domaine de l'eau, l'étude d'impact s'effectue à l'échelle du bassin versant. peu importe qui est responsable de la gestion du bassin, le Code de l'environnement impose un seul organisme gestionnaire de l'ensemble du bassin versant pour évaluer les impacts cumulés des prélèvements de l'amont jusqu'à l'aval.

- M. Fiet : qui a fait les demandes de volumes et à qui ? S'agit-il de regroupement d'agriculteurs, de la Chambre d'Agriculture, et comment est-ce réparti ?
- Réponse de Mme Jury : chaque irrigant fait une demande, qu'il soit agriculteur individuel ou groupement (réseau). La réponse à ces demandes s'appuie sur une clé de répartition qui, elle-même tient compte de l'historique de la consommation sur le bassin versant et de celle de l'irrigant demandeur. Si le total des demandes excède le volume total attribuable, chaque demande est réduite proportionnellement aux demandes de chacun.

Mme Bligny présente le cadre juridique de l'autorisation unique pluriannuelle dans le contexte de la loi sur l'eau (sa présentation est jointe en annexe)

- Mme Revol : nos territoires sont-ils en déficit ?
- Réponse de Mme Bligny : pour déterminer le déficit, l'administration considère le nombre d'arrêts « sécheresse » pris durant la période. S'il y en a trop, c'est que le territoire est en déficit 8 années sur dix. Il faut distinguer la gestion courante et la gestion de crise. La gestion courante c'est le cadre de l'autorisation pluriannuelle qui attribue des volumes prélevables. Le préfet peut, à tout moment, restreindre la consommation pour cause de sécheresse. C'est lui qui détermine le passage de gestion courante à la gestion de crise et valide les volumes attribués. C'est un arrêté préfectoral qui organise la répartition, les règles de fonctionnement et les points de prélèvements.
- Intervention de Mme Barthe : comment va s'articuler la décision entre la définition des volumes et l'attribution à chaque agriculteur.
- Réponse de Mme Bligny : l'autorisation unique pluriannuelle fera l'objet d'un arrêté du préfet comprenant volume, débit et règles de fonctionnement et intégrant la date à laquelle l'OUGC enverra les plans de répartition afin que le préfet l'homologue et notifie à chaque pétitionnaire le volume attribué. L'arrêté préfectoral peut intégrer aussi les évaluations d'incidences pour chaque nouveau point de prélèvement en zone Natura 2000 (sachant que les points existants sont réputés autorisés).
- Intervention de Mme Barthe : il est important de préciser qu'on parle ici d'attribution de volume global d'eau. On ne parle pas d'autorisation sur les ouvrages. Chaque nouvel ouvrage fera l'objet d'une autorisation particulière.
- Intervention de Mme Bligny : les contrôles à effectuer par les services de l'Etat resteront les mêmes qu'aujourd'hui.
- M. Cony : une société de nuculture a besoin de savoir si les restrictions s'appliquent en période de crise ou en zone sensible à tous les systèmes d'irrigation ou types de volumes prélevés, sans tenir compte des bons ou mauvais comportements et de la qualité des choix techniques d'irrigation.
- Réponse de Mme Bligny : en matière de gestion de crise, le préfet pouvait accorder des exemptions. Depuis la loi sur l'eau de 2006, ce n'est plus possible. Les dispositifs économes en eau ne font pas l'objet d'exemptions. Le seul objectif est la sauvegarde de la ressource en eau, quelle que soit la nature du besoin et la gestion qui en est faite par l'irrigant.
- M. Fiet : comment est prise en compte l'eau consommée pour le lavage des noix ? Il ne s'agit pas d'irrigation mais c'est destiné au même produit.
- Réponse de Mme Bligny : le lavage des noix s'effectue sur le réseau d'eau potable. Tout ce qui concerne l'irrigation passe par le réseau d'irrigation. C'est au gestionnaire de l'eau potable de se préoccuper de la gestion de sa consommation et c'est aux services de l'Etat d'en assurer la police administrative.
- M. Fiet : comment faire face à l'augmentation des besoins en irrigation ?

- M. Darlet : durant ces 20 dernières années, les progrès dans les techniques d'irrigations ont permis de réduire la consommation d'eau de 30%. 60 à 70 M de m3 consommés dans les années 90 ; en 2017, avec une augmentation de surface, on est à 45 M de m3 consommés.
- Mme Bligny : l'instruction d'un dossier « loi sur l'eau » et l'enquête publique qui s'y rapporte ne s'intéressent qu'à l'impact de « l'objet » et ne portent pas sur l'opportunité de « l'objet ». Lorsque on examine un dossier, en tant qu'instructeur « loi sur l'eau » on ne s'intéresse qu'à l'impact sur la ressource.
- Intervention de Mme Jury : autour de l'étude d'impact et de cet organisme unique, il y a d'autres éléments qui viennent compléter ce système de gestion. Des stations de pilotage sont installées un peu partout, des bulletins d'avertissement sont diffusés chaque été. Des projets d'irrigation nouveaux ou d'extension de réseaux existants ou de substitution sont accompagnés par la Chambre d'agriculture. En parallèle, il y a une amélioration continue de la connaissance de la ressource et un souci constant de la gérer en fonction de cette connaissance.
- Mme Revol : les agriculteurs prélèvent l'eau de façon identifiée. Qu'en est-il des prélèvements « sauvages » ?
- Réponse de Mme Bligny : Les forages domestiques ne sont pas forcément soumis à une procédure en raison du fait qu'ils se situent en dessous d'un seuil et que leur impact est considéré comme négligeable.
- Mme Revol : les forages domestiques sont-ils soumis aux mêmes règles que les forages agricoles ?
- Réponse de Mme Bligny : oui, c'est une question de volume de prélèvement. A partir d'un certain seuil il doit y avoir déclaration en mairie ou autre procédure mais sur les petits forages domestiques, il n'y a rien au titre du Code de l'environnement. Le législateur considère que leur impact sur la ressource est négligeable.
- M. Bith : il serait souhaitable que l'administration fasse preuve d'un peu de souplesse pour laisser aux agriculteurs le temps de s'approprier le nouveau mode d'attribution.
- Intervention de Mme Barthe : est-ce que globalement, sur les secteurs où il y a déficit quantitatif une réflexion d'ensemble est conduite par la Chambre d'Agriculture sur des modes de substitution : forages, etc. ?
- M. Darlet : le sujet de l'eau et de ses usages est complexe, les réseaux aquifères sont encore peu connus. La négociation, la connaissance et la concertation entre les différents usages accroissent notre capacité à gérer plus finement la ressource.
- M. Cony : sur l'exploitation, le coût du pompage dans l'Isère est passé de 2000€/an à 7000€/an. C'est le tiers de notre consommation. Il arrive un moment où ce n'est plus possible, le coût de l'énergie doit être pris en compte.
- M. Darlet : il faut relancer le principe du stockage lorsque le terrain le permet. On demande depuis longtemps un assouplissement administratif parce que les projets traînent en longueur.
- M. Fiet : s'interroge sur la question des arrosages en pleine journée qui alarment le public. Il cite l'exemple de la Bourgogne où les viticulteurs réfléchissent à un changement des cépages et de méthode de culture de leurs vignes.
- M. Darlet : Concernant l'irrigation du maïs, la méthode par aspersion peut être victime du manque de matériel et de capacité d'investissement dans des pivots qui permettraient d'arroser uniquement la nuit. La pression de la sécheresse et le manque de matériel disponible imposent d'irriguer jour et nuit.
- Question de M. Fiet : y-a-t-il une grosse perte ?

- Réponse de M. Darlet : en irrigant au moyen d'enrouleur, on peut perdre 10 à 15% de l'eau utilisée alors qu'un investissement dans des pivots avec une gestion différente de l'irrigation permet de réelles économies.
- M. Revol : un irrigant demande un volume : qui va arbitrer la répartition au niveau du bassin versant? Y aura-t-il des contraintes ?
- Réponse de Mme Jury : l'OUGC répartira les volumes selon une clé de répartition définie dans le Règlement Intérieur de l'organisme unique. Les prélèvements seront plafonnés par ce règlement qui précisera aussi la façon dont seront gérés les conflits. Ceci sera remis au Préfet en même temps que le plan de répartition. La police de l'eau reste du ressort de l'Etat.
- Intervention de Mme Barthe qui demande des précisions sur la police de l'eau.
- Réponse de Mme Bligny : sur le terrain, il y a contrôle des actions humaines sur la ressource. Il y a aussi un volet police administrative d'autorisation et de déclaration. L'Agence Française de la Biodiversité et la DDT effectuent ces contrôles, surtout en période de sécheresse, et la DDT en toute période. Les contrôles portent sur la présence de compteurs et sur le respect des plages d'interdiction. En 2017, beaucoup de contrôles ont été effectués sur tous les types d'usage (industriels, eau potable, irrigation). L'administration considère qu'il y a d'énormes progrès à faire sur tous les usages, y compris en eau potable et usage industriel.
- Mme Jury : la Chambre d'Agriculture travaille en étroite collaboration avec l'Association Départementale des Irrigants, ce qui permet de faire circuler l'information sur la sécheresse et implique un bon respect des restrictions. En plus de la régulation et du plafond de prélèvement, les volumes attribués sont facturés même si la consommation est inférieure, ce qui incite à ne pas demander plus que ses besoins.
- Intervention de Mme Barthe qui demande des précisions sur les coûts.
- Réponse de Mme Jury : la demande d'autorisation à l'OUGC sera de 50€ par dossier d'irrigant : c'est la part fixe. Il y aura une part variable qui sera fonction du volume attribué par le préfet de 40 centimes pour mille m3 attribués. Après la saison, une facturation supplémentaire de 7 à 10€ les mille m3 est prélevée par l'Agence de l'Eau. La redevance est dépendante de l'abondance et de la sensibilité de la ressource.

Après ces échanges, Mme Barthe remercie l'assistance et clôt la réunion à 20h30.